#015/20.11.2024/A/1019#

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 novembre 2024

Objet n° 19 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mmes Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; Mmes Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mme Ange-Raissa Uzanziga, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Sihame Haddioui, Echevine; Mme Lorraine De Fierlant, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication à la disposition du public, contre rétribution- Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement-taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement pour les années d'impositions 2022 à 2024;
Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant qu'au-delà du principe budgétaire énoncé ci-dessus, le taux de la taxe annuelle se justifie d'une part par les coûts liés aux mesures de surveillance particulières et de contrôle spécifiques exercées par les services de police qu'engendre cette activité, et d'autre part ceux liés au surcroît d'interventions de la part des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques;
Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes (arrivées et départs bruyants des clients, stationnement négligeant, bouteilles cassées et autres déchets jonchant les environs immédiats), que ces différents éléments entraînent des coûts importants pour la surveillance et le nettoyage du domaine public et qu'il paraît dès lors équitable de reporter une partie de ces coûts sur les gestionnaires des phone shops ;
Considérant qu'un excès de « phone shops » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce et que ce cercle vicieux doit être maîtrisé par des actions ciblées visant à améliorer la diversité et la qualité des magasins ; et que donc la taxe (et plus particulièrement la taxe d'ouverture) ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;
Considérant que les recettes résultant de cette taxe contribuent aux coûts qu'implique la lutte contre les nuisances et permettent de mener une politique économique locale réfléchie dans les centres commerciaux ;
Considérant que les propriétaires des lieux doivent être conscients du fait qu'ils assument également une grande part de responsabilité en louant leur bien pour des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la propreté et portent atteinte à l'image du commerce et qu'ils sont donc solidaires et indivisibles pour le paiement de la taxe ;
Considérant que si l'obligation de déclaration ou d'autres démarches ne sont pas respectées (absence de déclaration spontanée endéans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale ou de déclaration incomplète ou inexacte), il convient de soumettre le redevable à un enrôlement d'office avec une majoration de 25% de la taxe pour assurer l'effectivité de cette taxe ;
Considérant que l'exonération consacrée à l'article 7 se justifie au regard des missions de service public qu'accomplit tout opérateur assurant le service universel lequel service est conditionné par 4 principes : l'universalité (offre de service à tous à des prix accessibles), l'égalité (absence de discrimination notamment tarifaire sur base de la localisation par exemple), la continuité (permanence du service) et l'ubiquité (offre sur l'ensemble du territoire) ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;
Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;
Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe annuelle sur les entreprises situées sur le territoire de la commune qui ont pour activité la mise à disposition contre rétribution d'un ou plusieurs appareils de télécommunication (ou les phone-shops).

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :
« appareils de télécommunication », tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, écrits, images, sons ou données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique. (C'est-à-dire : Téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc)

Article 3

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant du commerce.
En cas de non-paiement de la taxe par l'exploitant, le propriétaire du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu sont tenus au paiement de la taxe et sont considérés comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Article 4

La taxe d'ouverture est fixée au 1er janvier 2025 à 10.308,60€ à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale. Chaque modification d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.
La taxe d'ouverture est perçue au comptant contre la remise d'une preuve de paiement.
La taxe d'ouverture est une taxe unique, due pour l'année entière à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe annuelle est fixée au 1er janvier 2025 à 3.099,18€ par agence ou filiale. Elle débute l'année qui suit celle de la débition de la taxe d'ouverture.
La taxe annuelle est due par voie de rôle pour l'année entière à partir du 1er janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.
Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1er janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule (R x i)/I où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Article 7

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 8

Sont exonérées de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini à l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 9

§1er – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la Commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.
§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable, reprenant les éléments imposables.
§3 - Si cette proposition de déclaration comporte, selon le contribuable, des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.
A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.
§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.
§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.
§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 10

§1er - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.
§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.
§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 11
La taxe d'ouverture est recouvrée au comptant au moment de la déclaration. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.
La taxe annuelle est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.
Article 12
L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.
Article 13
Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.
Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe d'ouverture.
Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.
Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.
L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.
Article 14
Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.
Article 15
Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 16
Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1er janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 novembre 2024.

Le Secrétaire Communal,

David NEUPREZ

ADMIN COMMUNALE DE SCHAERBEEK Bruxelles-Capitale

Le Bourgmestre ff-Président,

Frederic NIMAL

#015/20.11.2024/A/1019#

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 november 2024

Voorwerp nr 19 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wnd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Schepenen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; Mevr. Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mevr. Ange-Raissa Uzanziga, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Belasting op ondernemingen die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking van het publiek stellen- Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;
Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;
Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;
Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;
Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding, voor de aanslagjaren 2022 tot 2024;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;
Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;
Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;
Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
Overwegende dat afgezien van het hierboven uiteengezette begrotingsbeginsel, het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt gerechtvaardigd door enerzijds de kosten in verband met het speciale toezicht en specifieke controlemaatregelen uitgevoerd door de politiediensten die door deze activiteit worden gegenereerd, en anderzijds die met betrekking tot de verhoging van interventies van de gemeentelijke diensten in termen van netheid en openbare veiligheid anderzijds;
Overwegend dat dit type inrichting aanzienlijke overlast veroorzaakt (luidruchtige aankomst en vertrek van klanten, ongepast parkeren, kapotte flessen en ander rotzooi in de directe omgeving), dat deze verschillende elementen aanzienlijke kosten met zich meebrengen voor het bewaken en reinigen van het openbaar domein en het lijkt dan redelijk om sommige van deze kosten te verhalen bij de beheerders van de “phone shops”;
Overwegende dat een teveel aan “phone shops” de kwaliteit en de aantrekkelijkheid van het winkelapparaat schaden en dat deze vicieuze cirkel geremd moet worden door gerichte acties om een verbetering teweeg te brengen op het vlak van verscheidenheid en kwaliteit van handelszaken, en dat daarom de belasting en in het bijzonder de openingsbelasting werd ingevoerd om het aantal vestigingen te reguleren;
Overwegende dat de ontvangsten die voortvloeien uit deze belasting bijdragen in de kosten die nodig zijn voor het bestrijden van de overlast en toelaten een doordacht lokaal economisch beleid te voeren in de handelskernen;
Overwegende dat de eigenaars van de panden zich bewust moeten zijn van het feit dat zij een grote medeverantwoordelijkheid dragen bij verhuur van hun eigendommen voor activiteiten die de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en het imago van het winkelapparaat schaden en dat zij daarom solidair zijn en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting;
Overwegende het feit dat indien de aangifteplicht of andere stappen niet worden nageleefd (afwezigheid van spontane aangifte binnen tien dagen na de opening van de nieuwe commerciële activiteit of onvolledige of onnauwkeurige aangifte), het raadzaam is

om de persoon te onderwerpen aan een ambtshalve inkohiering met een verhoging van 25% van de belasting om de effectiviteit van deze belasting te verzekeren;
Overwegende dat de vrijstelling van artikel 7 gerechtvaardigd in het licht van de taken van openbare dienst die door elke operator van de universele dienst moeten worden verricht, waarbij de dienst wordt bepaald door vier beginselen: universaliteit (iedereen diensten aanbieden tegen betaalbare prijzen), gelijkheid (afwezigheid van discriminatie, met name op basis van lokalisatie, bijvoorbeeld), continuïteit (duurzaamheid van de dienst) en alomtegenwoordigheid (aanbod in het hele land);
Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;
Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;
Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een openingsbelasting alsook een jaarlijkse belasting gevestigd op de ondernemingen die op grondgebied van de gemeente zijn gevestigd en waarvan de hoofdactiviteit erin bestaat een of meer telecommunicatieapparaten tegen vergoeding ter beschikking te stellen (of de phone-shops).

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:
“telecommunicatieapparaten”, elk toestel dat het mogelijk maakt om tekens, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van ongeacht welke aard over te brengen, uit te zenden of te ontvangen via kabel, radiogolven, optische seingeving of ongeacht welk ander elektromagnetisch systeem. (t.t.z.: telefoon, fax, modem, video, etc...).

Artikel 3

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater.
In geval van niet-betaling van de belasting door de uitbater, worden de eigenaar van de handelszaak en de eigenaar van het gebouw waar de economische activiteit plaatsvindt beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Artikel 4

De openingsbelasting wordt vastgesteld op 1 januari 2025 op 10.308,60€ bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit. Elke wijziging van uitbater wordt gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit.
De openingsbelasting is contant verschuldigd tegen afgifte van een betalingsbewijs.
De openingsbelasting in een éénmalige belasting, verschuldigd voor het hele jaar, welke ook de datum weze van aanvang, stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar. Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 5

De jaarlijkse belasting is op 1 januari 2025 vastgesteld op 3.099,18€ per agentschap of kantoor. Zij gaat in vanaf het jaar dat volgt op de aanrekening van de openingsbelasting.
De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier, voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het aanslagjaar, welke ook de datum weze van aanvang of stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar.
Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 6

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule (R x i)/I waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Artikel 7

In geval van een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de vestiging, door een sanctie genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, zullen de uitbaters in toepassing van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet op geen enkele schadeloosstelling aanspraak kunnen maken.

Artikel 8

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 9

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement dit uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.
§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.
§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.
Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.
§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen

en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.
§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.
§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 10

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.
§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.
§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.
§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 11

De openingsbelasting is contant te voldoen op het moment van de aangifte. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.
De jaarlijkse belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 12

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 13

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.
Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de openingsbelasting.
Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.
De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 14

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 15

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 16

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 november 2024.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ

De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Frederic NIMAL